

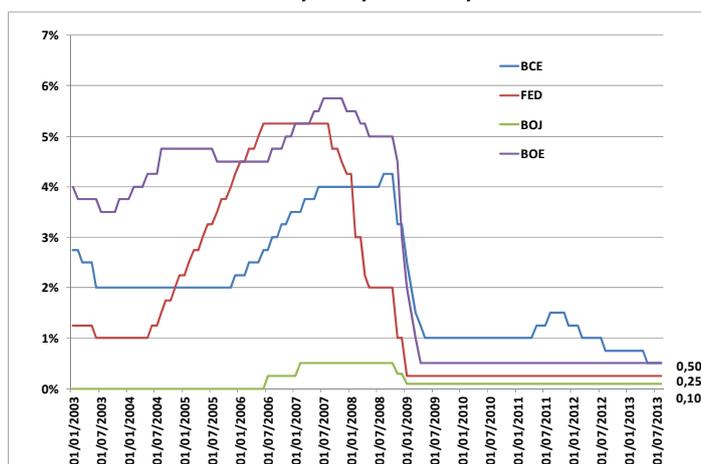
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

BCE : Les taux directeurs restent inchangés

Lors de sa réunion du 1^{er} août 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones (...). Dans le même temps, les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité économique. Notre politique monétaire vise toujours à maintenir une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise progressive de l'activité économique qui devrait intervenir avant la fin de l'année et en 2014. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Le Conseil des gouverneurs confirme qu'il prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d'une inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire (...). Après six trimestres de contraction du PIB dans la zone euro, les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration modeste par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité à des niveaux faibles. Dans le même temps, la situation sur le marché du travail reste morose (...). S'agissant de l'analyse monétaire, l'expansion monétaire sous-jacente et, en particulier, la croissance du crédit sont demeurées atones en juin (...). La faible dynamique des prêts continue de traduire essentiellement le stade actuel du cycle économique, l'intensification du risque de crédit ainsi que l'ajustement en cours des bilans des agents financiers et non financiers. »

Taux directeur des principales banques centrales.



Chômage

Légère hausse du nombre de demandeurs d'emploi en juin en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 279 400 à fin juin 2013. Ce nombre est en hausse par rapport aux chiffres de mai (+ 0,5 %, soit 14 900 chômeurs de plus). Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 11,2 %.

Stabilité du taux de chômage en ZE17

Dans la zone euro (ZE17), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 12,1 % en juin 2013, stable par rapport à mai. Dans l'UE27, le taux de chômage a été de 10,9 %, en baisse par rapport au taux de 11,0 % relevé en mai. Dans les deux zones, les taux ont augmenté par rapport à juin 2012, où ils se situaient respectivement à 11,4 % et 10,5 %. Selon les estimations d'Eurostat, 26,4 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en juin 2013 dans l'UE27, dont 19,27 millions dans la zone euro. Comparé à juin 2012, le chômage s'est accru de 1,1 million de personnes dans l'UE27 et de 1,13 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,6 %), en Allemagne (5,4 %) ainsi qu'au Luxembourg (5,7 %), et les plus élevés en Grèce (26,9 % en avril 2013) et en Espagne (26,3 %).

Inflation

Légère augmentation des prix en France en juin

Après une hausse en mai 2013 de 0,1 %, l'indice des prix à la consommation (IPC) a également augmenté de 0,2 % au mois de juin en France. Sur un an, il s'accroît de 0,9 % en juin (après + 0,8 % en mai et + 0,7 % en avril). Cette évolution est imputable à la hausse des prix, en partie saisonnière, de certains services et produits alimentaires. Ainsi, le prix des services d'hébergements augmente de 5,5 % (contre 4,5 % en juin 2012). Les prix de l'énergie et des produits manufacturés sont globalement restés inchangés en juin.

Stabilité du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 1,6 % en juillet 2013, stable par rapport au mois de juin, où il était également de 1,6 %, selon une estimation publiée par Eurostat. Comme en juin, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en juillet (+ 3,5 % contre 3,2 % en juin), suivis de l'énergie (+ 1,6 % stable par rapport à juin), des services (+ 1,4 % stable également) et des biens industriels hors énergie (+ 0,4 % contre + 0,7 % en juin).

Asie/Pacifique

Japon : Hausse de la TVA décalée pour ne pas pénaliser la reprise

La hausse de 5 % à 8 % prévue en avril 2014 pourrait être décalée afin de ne pas pénaliser la reprise actuelle de l'activité. Le taux de chômage a baissé en juin à 3,9 % se situant à son plus bas niveau depuis octobre 2008.

La politique de dépréciation du yen semble aller vers une sortie progressive de la déflation. Sur un an, l'indice des prix sous-jacent hors produits frais a augmenté de 0,4 % en juin, contre 0 % en mai. L'objectif du Premier ministre est de revenir à un taux d'inflation de 2 % à l'horizon de deux ans.

Croissance maintenue en Chine et forte contraction de l'activité manufacturière

Le FMI a maintenu sa prévision de croissance à 7,75 % pour 2013 tout en notant la forte contraction de l'activité manufacturière et la chute inattendue de l'excédent commercial en juin. Il met également en garde contre le poids croissant du « shadow banking » et contre l'endettement mal contrôlé des municipalités et des collectivités locales qui s'élevait en 2012 à 45 % du PIB selon le FMI.

Face à la poursuite du ralentissement économique, le Premier ministre, Li Keqiang, a annoncé en juillet des mesures visant à soutenir la croissance du PIB au-dessus des 7 %. Le réseau ferré, les PME, les industries d'avenir et les exportateurs seront stimulés par différents dispositifs d'aide.

Actualité législative

Arrêté du 29 juillet 2013 relatif aux taux mentionnés dans le règlement du Comité de la réglementation bancaire n° 86-13 du 14 mai 1986 relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

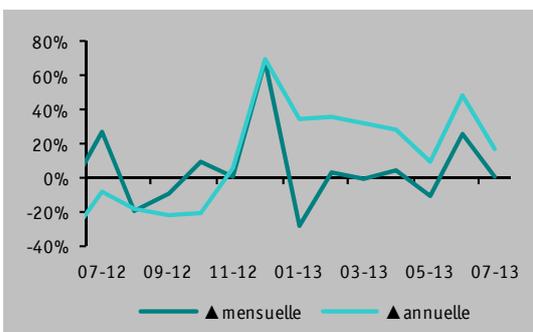
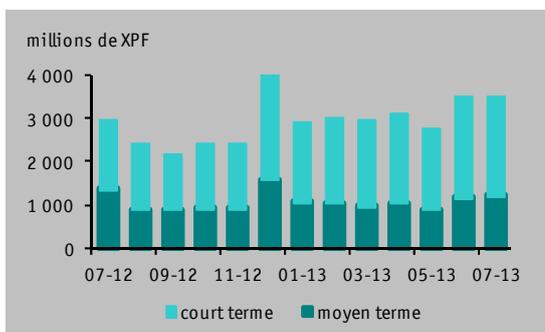
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000027778086&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>. A compter du 1^{er} août 2013, les taux des Livrets A, du Livret bleu, des Livrets de développement durable (LDD) sont ramenés de 1,75 % à 1,25 %, le taux du Livret d'Épargne Populaire passe de 2,25 % à 1,75 % et le taux de CEL (hors primes d'état et avant prélèvements sociaux) est ramené de 1,25 % à 0,75 %.

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Stabilisation du refinancement sur le mois

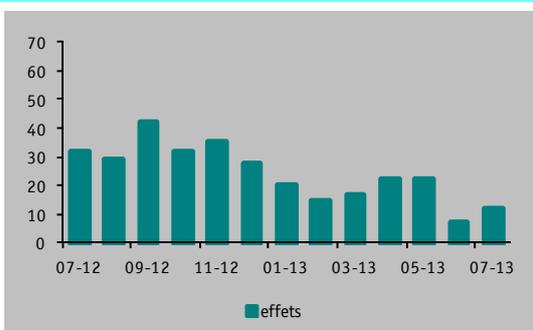
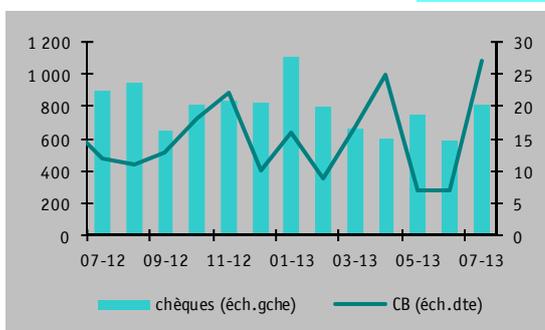
en millions de F CFP	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 639	2 337	2 287	-2,1%	39,5%
Utilisations à moyen terme	1 335	1 144	1 189	4,0%	-10,9%
Refinancement total	2 974	3 481	3 477	-0,1%	16,9%



Incidents de paiement

Hausse des incidents de paiements sur le mois

en nombre	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	942	609	845	38,8%	-10,3%
- sur chèques	898	595	806	35,5%	-10,2%
- sur effets	32	7	12	71,4%	-62,5%
- retraits de cartes bancaires	12	7	27	285,7%	125,0%



Interdits bancaires

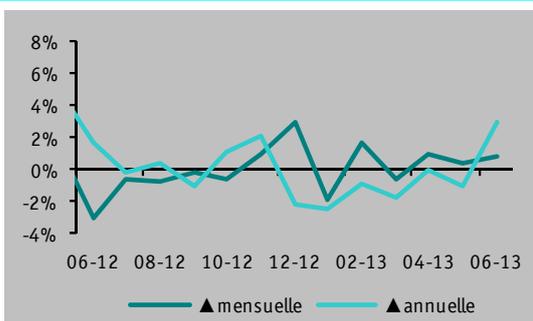
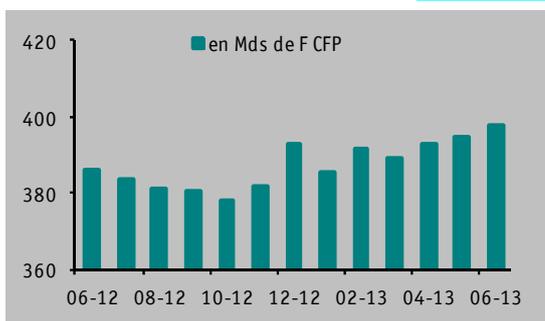
Recul des interdictions bancaires

en nombre	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 614	3 397	3 359	-1,1%	-7,1%
- dont personnes physiques	3 147	2 928	2 889	-1,3%	-8,2%
- dont personnes morales	467	469	470	0,2%	0,6%

Masse monétaire

Hausse de M3 en juin

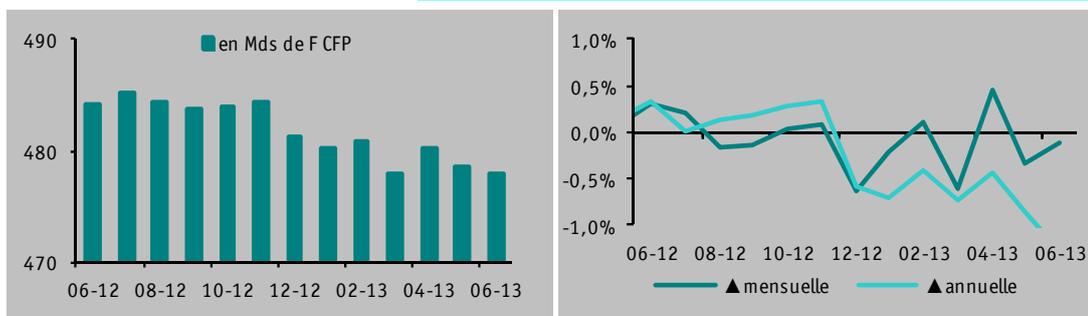
en millions de F CFP	juin-12	mai-13	juin-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 223	15 092	14 913	-1,2%	-2,0%
Dépôts à vue	146 153	152 249	154 624	1,6%	5,8%
Comptes sur livrets	98 774	98 613	98 341	-0,3%	-0,4%
Comptes d'épargne logement	351	408	423	3,6%	20,4%
Dépôts à terme	120 497	126 020	127 194	0,9%	5,6%
Autres	5 185	2 020	1 988	-1,6%	-61,7%
Total M3	386 184	394 403	397 482	0,8%	2,9%



Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours des crédits sur le mois

en millions de F CFP	juin-12	mai-13	juin-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	127 889	122 142	122 700	0,5%	-4,1%
Crédits d'équipement	66 305	65 606	66 124	0,8%	-0,3%
Crédits à l'habitat	161 350	163 831	163 704	-0,1%	1,5%
Autres crédits	69 869	65 894	65 697	-0,3%	-6,0%
Créances dout. brutes	58 682	61 033	59 698	-2,2%	1,7%
Total CCB	484 095	478 504	477 924	-0,1%	-1,3%



3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Confirmation de la note BB+ de la Polynésie française par Standard & Poor's

Le 31 juillet, l'agence de notation Standard & Poor's a annoncé le maintien de la note BB+ de la Polynésie française avec une perspective stable. Cette évaluation est principalement soutenue par la stabilité politique, la réforme fiscale engagée par le Pays ainsi que l'anticipation d'une amélioration des performances structurelles budgétaires. L'appréciation de l'agence de notation reste réservée sur la gouvernance et la gestion financières du Territoire, en raison du manque de prévisibilité des encaissements des recettes fiscales.

Emploi

Adoption de deux mécanismes de soutien à l'emploi : le CAE et le CSE

Lors de la première séance de la session administrative du mardi 6 août, le gouvernement a adopté la loi du Pays relative aux contrats d'accès et de soutien à l'emploi (CASE) contenant deux mécanismes d'aide à l'emploi : le contrat d'accès à l'emploi (CAE) et le contrat de soutien à l'emploi (CSE).

Le CAE est destiné aux personnes ayant entre 18 et 60 ans, sans emploi depuis deux mois ou licenciées pour motifs économiques. Les bénéficiaires du CAE effectueront un stage d'un an, et bénéficieront d'une indemnité mensuelle de 88 000 F CFP, pour la tranche d'âge de 18-30 ans, et de 100 000 F CFP pour celle de 30-60 ans.

Le CSE aura pour objectif de compenser la baisse des rémunérations salariales, résultant de la mise en place de réductions du temps de travail. Les entreprises concernées devront effectuer une demande du dispositif auprès du SEFI afin d'indemniser partiellement la perte de salaire brut subie par les salariés ayant plus de 6 mois d'ancienneté, pour une durée de 3 mois.

Les deux dispositifs devraient être financés aussi bien par le Pays que par le fond d'accès à l'emploi et de lutte contre la précarité, pour un coût total estimé à environ 3 milliards de F CFP.

Commerce

Redressement judiciaire pour les magasins Casino

Le vendredi 19 juillet 2013, le tribunal de commerce de Papeete a placé en redressement judiciaire les cinq sociétés gérant les établissements Casino. Cette décision intervient à la suite d'un dépôt de bilan causé par une dette d'un montant de deux milliards de F CFP. Alors que le Géant Casino de Punaauia a fermé ses portes, ceux d'Arue et de Papeete sont désormais en période d'observation afin d'éviter une éventuelle liquidation judiciaire.

Liquidation judiciaire pour les magasins Do It Center, spécialisés dans les matériaux de construction

Après plus de 30 ans d'activité, les magasins Do It Center ont été placés en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Papeete. Ce jugement a été prononcé après le dépôt de bilan de la société qui faisait face à de lourdes difficultés financières.

Tourisme

Augmentation des capacités de la compagnie Hawaiian Airlines sur le trajet Papeete-Hawaii

La compagnie Hawaiian Airlines va remplacer ses appareils par des Airbus A330-200, portant le nombre de places proposées à 294, soit une offre de 30 sièges supplémentaires. Ce changement, prévu pour le mois de novembre prochain, répond à une demande accrue des passagers sur cette ligne et s'accompagnera d'une adaptation des horaires de vols aux croisiéristes du paquebot Paul Gauguin.

Projet de réouverture de l'hôtel Bora Bora

Lors du Conseil des ministres du 31 juillet, le gouvernement a validé le projet de rénovation de l'hôtel Bora Bora. Après avoir fermé en 2008, l'hôtel devrait bénéficier du soutien financier du territoire afin d'effectuer les travaux de contournement de la route de ceinture qui le traverse, et ce, à des fins de réouverture.

Perliculture

Succès de la 7^{ème} édition de vente aux enchères internationale de perles de culture

La vente aux enchères de perles de Tahiti organisée par le Groupement d'intérêt économique (GIE) Poe o Rikitea s'est achevée, le mardi 30 juillet 2013, avec un montant de plus de 325 millions de F CFP, dépassant les 240 millions de F CFP espérés. Ainsi, un nombre total de 255 250 perles, soit 83 % des lots proposés, a été vendu principalement à des acheteurs Polynésiens, Hongkongais et Japonais. Ces bons résultats constituent le meilleur score enregistré depuis 2011.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : politique monétaire

Baisse du cash rate d'un quart de point

Lors de sa réunion mensuelle, la Reserve Bank of Australia (RBA) a réduit d'un quart de point son principal taux directeur, le cash rate, qui passe à 2,50 % à compter du 7 août 2013. Le desserrement des taux est motivé par la nécessité de soutenir l'économie australienne, qui demeure en dessous de son potentiel de croissance, affectée par le ralentissement des investissements dans le secteur minier.

Australie : prix à la consommation

IPC en hausse de 0,4 % au deuxième trimestre 2013

Au deuxième trimestre 2013, l'indice des prix à la consommation s'inscrit en légère hausse, +0,4 % par rapport au trimestre précédent (+0,4 % au premier trimestre 2013). Sur le trimestre, les plus fortes progressions concernent la santé (+3,4 %), le tabac (+3 %), les achats immobiliers (+0,9 %), le meubles (+4,8 %) et les loyers (+1,1 %). Sont en baisse les tarifs des voyages domestiques (-4 %) et des carburants automobiles (-3,1 %).

En rythme annuel, l'IPC enregistre +2,4 %, évoluant dans la fourchette visée par la RBA (2-3 %).

Nouvelle-Zélande : emploi

Progression de l'emploi au deuxième trimestre 2013

En Nouvelle-Zélande, l'emploi continue d'augmenter, +0,4 % sur le trimestre (+0,7 % sur l'année), après +1,7 % en mars 2013, alors qu'il avait défavorablement évolué en 2012.

Parallèlement, le taux de chômage s'établit à 6,4 %, en légère progression par rapport au trimestre précédent (6,2 %), mais en repli par rapport à juin 2012 (6,8 %).

Nouvelle-Zélande : agroalimentaire

Contamination de lait en poudre

Début août, Fonterra, principal groupe laitier de Nouvelle-Zélande (90 % de la production du pays) et premier exportateur mondial de produits laitiers, a dû retirer du marché un stock de 38 tonnes de lait en poudre, infecté par des toxines botuliques. Selon le directeur de la société, la contamination date de mai 2012 et ne concerne qu'une seule unité de production. Huit clients, répartis sur sept pays, sont affectés (dont la Nouvelle-Zélande, la Chine, Singapour, la Malaisie, la Russie...).

La Chine et la Russie ont immédiatement suspendu leurs importations de lait en poudre en provenance de Nouvelle-Zélande, tandis que le dollar néo-zélandais s'inscrivait en fort repli sur le marché des changes.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	/mois	/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	juil-13	107,5	108,2	108,8	0,6%	1,2%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	juil-13	115,7	114,1	114,1	0,0%	-1,4%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	juin-13	1 096	978	1 046	6,9%	-4,6%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	juin-13	12 999	14 886	11 761	-21,0%	-9,5%
<i>(source : IS PF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	juin-13	2 341	1 866	1 456	-22,0%	-37,8%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	juin-13	60	96	101	5,3%	68,3%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin-13	101	91	92	1,1%	-8,9%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juin-13	462	470	469	-0,2%	1,5%	
<i>(sources : IS PF, I E O M)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	juin-13	1 769	2 026	1 750	-13,6%	-1,1%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	juin-13	2 625	3 185	2 537	-20,4%	-3,4%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	juin-13	221	189	220	16,4%	-0,5%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	juin-13	3 161	2 960	2 928	-1,1%	-7,4%	
<i>(sources : IS PF, I E O M)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	juin-13	467	499	571	14,4%	22,3%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	juin-13	164	116	130	12,5%	-20,7%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	juin-13	73	164	23	-86,0%	-68,5%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	juin-13	124	148	126	-14,9%	1,6%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	juin-13	3	16	1	-93,9%	-66,7%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	juin-13	48	63	35	-44,5%	-27,1%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	juin-13	57	85	69	-18,6%	21,1%	
Tourisme							
Nombre de touristes	juin-13	14 940	13 534	15 120	11,7%	1,2%	
Taux d'occupation hôtelière (C PH)	juil-13	68,7%	65,7%	71,9%	6,2 pts	3,2 pts	
<i>(sources : IS PF, C PH)</i>							
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M F CFP)							
Dépôts							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	juin-13	58 884	56 377	58 314	3,4%	-1,0%
	<i>Comptes sur livret</i>	juin-13	92 818	92 910	92 529	-0,4%	-0,3%
	<i>Dépôts à terme</i>	juin-13	62 309	69 521	69 502	0,0%	11,5%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	juin-13	75 025	80 498	83 437	3,7%	11,2%
	<i>Dépôts à terme</i>	juin-13	37 492	44 874	46 291	3,2%	23,5%
Encours bancaires							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	juin-13	76 926	76 410	76 518	0,1%	-0,5%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	juin-13	140 713	143 540	143 806	0,2%	2,2%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	juin-13	49 011	39 873	40 318	1,1%	-17,7%
	<i>Crédits d'équipement</i>	juin-13	56 781	56 428	56 668	0,4%	-0,2%
<i>(source : I E O M)</i>							

5 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	08/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/08/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	08/07/2013	0,15%	3,25%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois			
	31/07/2013	30/06/2013	Var. M-1
EONIA	0,1430%	0,2080%	- 0,065 pt
EURIBOR 1 mois	0,1310%	0,1230%	+ 0,008 pt
EURIBOR 3 mois	0,2280%	0,2180%	+ 0,010 pt
EURIBOR 6 mois	0,3410%	0,3350%	+ 0,006 pt
EURIBOR 12 mois	0,5360%	0,5270%	+ 0,009 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle			
	31/07/2013	30/06/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0931%	0,0947%	- 0,002 pt
EURIBOR 1 mois	0,1250%	0,1200%	+ 0,005 pt
EURIBOR 3 mois	0,2210%	0,2100%	+ 0,011 pt
EURIBOR 6 mois	0,3350%	0,3200%	+ 0,015 pt
EURIBOR 12 mois	0,5250%	0,5060%	+ 0,019 pt
TMO	2,5100%	2,4600%	+ 0,050 pt
TME	2,3100%	2,2600%	+ 0,050 pt
TRBOSP	2,5300%	2,6100%	- 0,080 pt

taux de base bancaire		
	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	7,10%	01/07/2009
taux d'intérêt légal		
	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions
 EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

devise	USD			JPY			GBP		
	31/07/2013	30/06/2013	30/05/2013	31/07/2013	30/06/2013	30/05/2013	31/07/2013	30/06/2013	31/05/2013
taux JJ	0,180%	0,175%	0,110%	0,081%	0,093%	0,101%	0,505%	0,495%	0,470%
3 mois	0,310%	0,320%	0,360%	0,157%	0,156%	0,154%	0,550%	0,560%	0,590%
10 ans emprunts phares	2,690%	2,540%	2,180%	0,800%	0,850%	0,870%	2,380%	2,450%	2,010%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,23%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,99%
Prêts à taux variable	4,68%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,63%
Prêts-relais	5,44%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,01%
		Découverts en compte (1)	13,36%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,40%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,09%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,77%	Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,05%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	89,821	1 NZD/XPF	71,6793	1 HKD/XPF	11,5917	1 GBP/XPF	136,6133	
100 JPY/XPF	91,7936	1 AUD/XPF	81,0402	1 SGD/XPF	70,6147	100 VUV/XPF	91,3120	1 FJD/XPF	47,1928